



CORSICA PRUSPETTIVA 2050

4 SCENARIJ PER A CORSICA À LONG'ANDÀ

4 Scénarios pour le
futur de la Corse

SYNTHÈSE

Edito

Penser 2050, ce n'est pas s'éloigner du présent. C'est lui donner de la profondeur.

L'action publique répond à l'urgence ; elle doit aussi s'inscrire dans le temps long. Gouverner, c'est décider aujourd'hui sans perdre de vue l'horizon d'une génération.

C'est accepter que les équilibres d'un territoire – démographiques, climatiques, économiques, sociaux, institutionnels – se construisent dans la durée.

La prospective n'est ni une prédiction ni un programme.

Elle commence par une interrogation exigeante : comment le futur est-il perçu par les acteurs d'aujourd'hui ? Que jugeons-nous probable ? Que considérons-nous souhaitable ? Où se situent nos inquiétudes, nos attentes, nos points d'aveuglement ?

Ces représentations façonnent déjà nos choix collectifs. Mais la prospective est aussi un travail de fond, rigoureux et méthodique. Elle analyse les tendances lourdes, identifie les incertitudes structurantes, met en lumière les interdépendances entre les grandes variables qui déterminent l'avenir du territoire. Elle mobilise l'expertise scientifique, confronte les hypothèses, structure le débat.

C'est à la rencontre de ces dimensions – vision citoyenne, délibération politique et exigence technique – que se situe Corsica Pruspettiva 2050.

Le débat a d'abord été ouvert au sein de l'Assemblée de Corse, associant l'ensemble des groupes politiques et les instances consultatives que sont le CESECC et l'Assemblea di a Giuventù. Il s'est nourri de conférences publiques, d'ateliers pluralistes et de contributions d'experts corses, nationaux et européens.

Il s'ouvre aujourd'hui plus largement aux Corses.

Les quatre scénarios proposés ne disent pas ce que sera la Corse. Ils rendent visibles des futurs possibles, parfois contrastés, afin d'éclairer nos choix sans les enfermer. Certains interrogent, d'autres inspirent. Tous invitent à dépasser l'instant pour penser les conséquences de long terme.

Cette démarche n'est pas une parenthèse. Elle installe durablement une culture de l'anticipation au cœur de l'institution. Elle affirme que penser l'avenir est une responsabilité continue, collective, structurante.

Penser l'avenir ensemble, ce n'est pas le figer.

C'est donner du sens, dans la durée, aux choix que nous faisons pour la Corse.

*Marie-Antoinette MAUPERTUIS,
A Presidente di l'Assemblea di Corsica*





Introduzione

Lancée fin 2022 par l'Assemblée de Corse, la démarche Corsica Pruspettiva 2050 mène une réflexion de long terme sur les transformations susceptibles de façonner l'avenir du territoire à l'horizon d'une génération. Elle intervient dans un contexte d'accélération des mutations climatiques, démographiques, sanitaires, géopolitiques, technologiques, économiques et sociales.

En croisant ces dynamiques, Corsica Pruspettiva 2050 propose une lecture des changements à l'œuvre et des effets combinés qu'ils peuvent produire à l'échelle de l'île, afin d'éclairer les décisions politiques de long terme en proposant une vision globale des évolutions possibles, au-delà des seuls signaux conjoncturels.

Pour l'Assemblée de Corse, l'ambition est quadruple :

➤ **renforcer** la compréhension des changements et enjeux à venir ;

➤ **élargir** la focale pour voir plus loin et plus global ;

➤ **éclairer** la complexité du territoire par une approche systémique dépassant la segmentation classique par politique publique ou par secteur ;

➤ **contribuer** à une lecture partagée et objectivée des réalités à l'œuvre.

Cette prospective vise ainsi à construire un outil d'aide à la décision à destination des élus de l'Assemblée de Corse, afin de mieux appréhender l'impact des tendances globales de long terme ou des chocs exogènes sur l'île. Elle participe également au renforcement de l'expertise interne de l'Assemblée de Corse, en consolidant une compréhension fine des dynamiques extérieures et de leurs interactions avec les spécificités insulaires, afin d'accompagner des décisions stratégiques inscrites dans la durée.

Pourquoi des scénarios pour la Corse à 2050 ?

La construction de scénarios à 2050 vise à façonner des représentations cohérentes et contrastées de futurs possibles, incluant des trajectoires souhaitables et non souhaitables. Ces scénarios permettent d'explorer le champ des possibles en structurant la réflexion autour de combinaisons plausibles d'hypothèses.

COMMENT CES SCÉNARIOS SONT-ILS ÉLABORÉS ?

Les travaux de Corsica Pruspettiva ont été structurés en plusieurs étapes, avant d'aboutir à la formalisation des quatre scénarios. La méthodologie retenue, les variables,

tendances et hypothèses étudiées, ont été présentées à l'Assemblée de Corse le 29 janvier 2026. Ce document est une synthèse des quatre scénarios proposés.



La démarche s'est déroulée sur 3 ans, chaque étape ayant donné lieu à la mobilisation d'un large panel de 50 experts apportant leur expertise et leur vision aux réflexions prospectives.

Janvier 2023 - janvier 2024

NOTES DE CADRAGE PROSPECTIF



Diagnostic

- Temps 0 • Identification des enjeux • Note des personnalités qualifiées • Étude en partenariat avec l'OCDE

Février 2024 - avril 2025

SOCLE PROSPECTIF

Fiches variables

- Détermination des 24 variables clés
- Caractérisation des tendances et incertitudes • Analyse systémique avec la SCET • Étude des liens d'influence et de dépendance



Mai 2025 - juillet 2025

VISIONS



Dimension participative

- Consultation des parties prenantes
- Recueil du ressenti de la société civile et de la jeunesse • Analyse des points de consensus et de dissensus

Juin 2025 - octobre 2025

MICRO-SCÉNARIOS

Expertise

- Construction de 3 hypothèses d'évolution par variable par consultation de 50 experts • Ateliers de validation des hypothèses • Co-construction de micro-scénarios



Novembre 2025 - janvier 2026

SCÉNARIOS



Outil prospectif

- Construction des scénarios par la combinaison des micro-scénarios
- Évaluation des scénarios
- Chemins de transition
- Recommandations pour l'action publique

LES 5 ENJEUX QUI ONT GUIDÉ L'ENSEMBLE DE LA DÉMARCHE :



Changement climatique
et environnement



Développement humain



Dynamiques économiques,
fractures et continuités du
territoire



Connectivités et mobilités



Dynamiques institutionnelles





TENDANCES ET INCERTITUDES

Dans quelle dynamique s'inscrit la Corse ? Quelles sont les différents in-trants et leviers qui font la Corse de demain ? Pour répondre à ces questions, et à partir des 5 grands enjeux, Corsica Pruspettiva 2050 a identifié **24 « variables »**, soit 24 composantes qui conditionnent la dynamique du système corse. Allant du marché de l'immobilier aux finances publiques locales en passant par les trajectoires de réchauffement, l'étude des variables a permis de faire émerger des tendances mais également des incertitudes pour l'avenir. Certaines **grandes tendances** devraient être particulièrement impactantes :

- **Le changement climatique** qui engendrera, par ailleurs, des perturbations dans de nombreux domaines : hausse des températures et multiplication des événements extrêmes, élévation du niveau de la mer, risques pour la biodiversité, tensions accrues sur les ressources.
- **Le contexte mondial** qui se durcit avec davantage de conflits internationaux et une demande de sécurité croissante, liés à l'accès aux ressources stratégiques et pouvant entraîner des conséquences économiques importantes (migration, tourisme, hausse des prix, etc.).
- **Les évolutions démographiques**, avec une augmentation de la population, mais également un vieillissement marqué, susceptible d'entraîner des difficultés à plusieurs niveaux : diminution de la main-d'œuvre disponible, impacts sur la santé, etc.
- **Le renforcement des phénomènes d'urbanisation** et de littoralisation, avec une hausse continue des prix et des difficultés accrues d'accès aux logements, aggravant les inégalités sociales.

De nombreuses **incertitudes** persistent également quant à l'évolution possible de certaines variables :

- De possibles nouveaux conflits en Méditerranée, avec une intensification des enjeux de sûreté maritime et un renforcement de l'intérêt géostratégique de la Corse, susceptibles de modifier l'ampleur des migrations.
- L'émergence et le développement de nouvelles technologies, qui pourraient bousculer les modes de vie et impacter différents domaines tels que la santé, le transport ou l'agriculture.
- En matière économique, l'évolution du tourisme et la diversification vers de nouveaux secteurs demeurent également particulièrement incertaines, de même que l'évolution des finances publiques à l'horizon 2050.

4 scénarii per a Corsica



SCÉNARIO 1

CROISSANCE NON DURABLE, TENSIONS ET REPLI



Changement climatique et environnement

- Hausse des températures moyennes de +2,7°C avec de nouveaux événements extrêmes
- Dépendance accrue aux énergies fossiles, malgré une population en baisse



Développement humain

- Déclin de la population (325 000 habitants) lié à une baisse d'attractivité et de natalité
- Fuite des talents, et vieillissement accru de la population



Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire

- Dépeuplement des villages
- Un tourisme croissant malgré une attractivité résidentielle plus faible



Connectivités et mobilités

- Retard numérique et technologique
- Développement de l'offre externe de transport uniquement tirée par le tourisme



Dynamiques institutionnelles

- Rencentralisation et fragilisation de la confiance dans les institutions territoriales
- Fragmentation identitaire et repli



SCÉNARIO 2

CROISSANCE APPAUVRISANTE ET ADAPTATIONS SUBIES



Changement climatique et environnement

- Hausse des températures moyennes de +2,7°C avec de nouveaux événements extrêmes
- Surexploitation des ressources et conflits d'usage face à des besoins croissants



Développement humain

- Hausse de la population (420 000 habitants) tirée par un solde migratoire élevé (+4000/an)
- Croissance de la pauvreté



Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire

- Croissance de la fréquentation touristique
- Déséquilibres territoriaux et développement du péri-urbain, hausse des prix du foncier et de l'immobilier



Connectivités et mobilités

- Déploiement massif du numérique, mais isolement social en miroir
- Développement de l'offre externe de transport entraînant des congestions internes



Dynamiques institutionnelles

- Recomposition géopolitique, vulnérabilités méditerranéennes et tensions sécuritaires
- Uniformisation culturelle et appauvrissement du lien social

sica à l'horizon 2050



SCÉNARIO 3

REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE GLOBAL MAIS POLARISÉ



Changement climatique et environnement

- Hausse des températures moyennes de +2,7°C, accompagnée de politiques d'adaptation volontaristes
- Diversification du mix énergétique



Développement humain

- Hausse de la population (420 000 habitants) tirée par un solde migratoire élevé (+4000/an)
- Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail



Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire

- Métropolisation institutionnalisée et fondée sur des logiques de densification du bâti
- Spécialisation économique autour d'un secteur stratégique



Connectivités et mobilités

- Développement des mobilités durables
- Tournant vers les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle



Dynamiques institutionnelles

- Elargissement des compétences des collectivités territoriales et décentralisation fiscale
- Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie



SCÉNARIO 4

COMPÉTENCES ET INNOVATIONS AU SERVICE D'UN DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DURABLE



Changement climatique et environnement

- Hausse des températures moyennes de +2,7°C, accompagnée de politiques d'adaptation volontaristes
- Evolution et développement de l'agriculture



Développement humain

- Hausse de la population contenue (370 000 habitants), attractivité de profils qualifiés
- Economie fondée sur la connaissance et le capital humain



Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire

- Diversification économique
- Régulation des marchés immobiliers et fonciers et captation d'une partie de la rente foncière par la puissance publique



Connectivités et mobilités

- Tournant technologique appuyé par des formations et investissements
- Transition vers des modes de transport durable



Dynamiques institutionnelles

- Renforcement des compétences à l'échelle territoriale et décentralisation fiscale
- Evolution vers une identité plurielle, déploiement de politiques culturelles et linguistiques

SCÉNARIO 1

Croissance non durable, tensions et repli



UN TERRITOIRE VULNÉRABLE QUI SUBIT DES PRESSIONS GÉOPOLITIQUES, CLIMATIQUES ET SUR LES RESSOURCES

La Corse entre dans une spirale de vulnérabilités cumulatives : les chocs externes (recomposition géopolitique, tensions en Méditerranée, climat plus extrême) se combinent à une action publique non concertée du global au local, laissant le territoire subir plus que piloter.

La dégradation de l'habitabilité devient un fait structurant : multiplication d'épisodes extrêmes (chaleur, sécheresse, incendies), tensions et conflits d'usage sur l'eau, risques sanitaires, atteintes fortes aux écosystèmes dues à des pollutions et une surexploitation de ses ressources. Dans ce contexte, les réponses apportées restent dispersées et peuvent relever de mal-adaptations (grands ouvrages, urbanisation mal maîtrisée) qui aggravent les déséquilibres.

UNE DÉMOGRAPHIE EN RECUL ET UNE ÉCONOMIE TOUJOURS PLUS DÉPENDANTE AU TOURISME

La trajectoire est marquée par un recul démographique lié à un solde migratoire modestement positif (+2 000/an) mais insuffisant pour compenser un solde naturel négatif, conduisant à un déclin (325 000 habitants) marqué par un vieillissement de la population accéléré par l'exode des jeunes. La société corse se trouve profondément fragmentée sous l'effet conjugué de tensions sociales, économiques et territoriales. Face à cette dislocation du tissu social, certains groupes ont adopté des replis identitaires, perçus comme les derniers refuges d'une mémoire en voie d'effacement. Ce phénomène a affaibli la cohésion sociale en entretenant des oppositions irréconciliables, nourries par une perte de sens et une instrumentalisation politique de l'identité.

L'économie demeure peu diversifiée et très dépendante des importations, des transports et d'une énergie encore très carbonée (dépendance aux énergies fossiles toujours forte), avec un tourisme toujours de masse et saisonnalisé : les gains de court terme accentuent les externalités négatives (logement, eau/énergie, déchets, inégalités territoriales). A contrario, les filières de l'énergie et de l'agriculture sont particulièrement exposées. L'agriculture connaît un déclin significatif de sa production et de sa viabilité économique du fait à la fois de la crise climatique affectant les rendements agricoles, de la réduction des aides de la PAC au profit de mesures environnementales, de la pression accrue des espèces invasives et des maladies émergentes, ainsi que de la concurrence à la fois de produits importés à bas coût ne respectant pas les normes sanitaires et environnementales européennes.

La transition vers un nouveau modèle demeure limitée par un contexte institutionnel, fiscal et démocratique marqué par des marges d'action réduites.

L'incertitude budgétaire s'accroît et se traduit par des coupes dans les dépenses publiques, en l'absence d'un renforcement du système fiscal. Cela traduit un affaiblissement progressif de l'État, dont les marges financières se réduisent. Les choix budgétaires se font au détriment des investissements publics notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation ou encore de l'écologie.

De fait, si les conditions de vie se détériorent, les conditions de visite se maintiennent, et la baisse de l'attractivité résidentielle n'impacte ici que peu l'attractivité touristique. La Corse devient un lieu de visite plus que de vie. Cela produit des effets systémiques (pénuries de main-d'œuvre, départs massifs à la retraite non remplacés, baisse de l'initiative privée), tandis que la santé se dégrade (pression sur un système sous-dimensionné, absence de réponse structurelle aboutie).



UN TERRITOIRE À DEUX VITESSES

En l'absence de politiques coordonnées entre les territoires, les dynamiques et stratégies disjointes en cours de développement se sont poursuivies, aggravant les déséquilibres territoriaux. Les zones rurales continuent de se dépeupler en raison d'un accès insuffisant aux ressources essentielles (eau, énergie, infrastructures routières), tandis que les zones urbaines concentrent les flux migratoires internes et climatiques, accentuant la pression sur les infrastructures et le foncier. Les territoires sont en concurrence croissante, chacun tendant à défendre ses propres intérêts au détriment d'une vision partagée et d'une complémentarité territoriale, celle-ci profitant essentiellement aux deux grands pôles urbains. Face aux prix élevés de l'immobilier en centre-ville, la périurbanisation et l'étalement urbain se sont renforcés, générant une forte dépendance à la voiture individuelle, une hausse de la consommation énergétique, une congestion accrue et une artificialisation continue des sols, en contradiction avec les objectifs de zéro artificialisation nette (ZAN). Dans ce contexte marqué par l'absence de stratégie énergé-

tique et de planification territoriale intégrée, chacun agit à son échelle, sans cohérence d'ensemble, ce qui limite la mise en place de solutions durables (mobilités propres, production d'énergies renouvelables, infrastructures partagées).

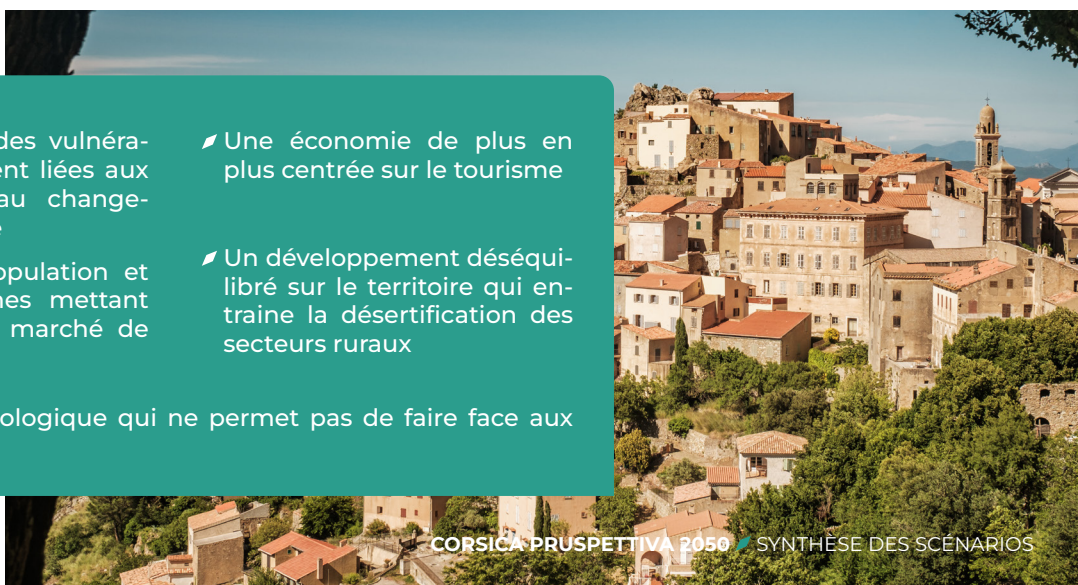
La forte augmentation des prix du foncier et de l'immobilier, alimentée par la demande de résidences secondaires, les locations touristiques de type Airbnb et une préférence marquée pour l'habitat individuel, a progressivement rendu le logement inaccessible pour une large part de la population, tant en location qu'en accession. Cette situation freine l'installation de nouvelles populations, notamment les jeunes actifs et contribue au recul démographique. De plus, la pression foncière s'intensifie du fait de l'activité touristique qui réduit progressivement le parc de logements disponibles. Enfin, ces difficultés sont amplifiées par un retard technologique qui réduit la capacité d'anticipation et de résilience du territoire.

Ce scénario se distingue principalement par un état de dégradation globale des conditions de vie, un déclin démographique, et une situation de repli et défiance.

L'adaptation est absente ou mal orientée, et le territoire perd en capacité à assurer ses fonctions vitales (eau, santé, cohésion, compétences).

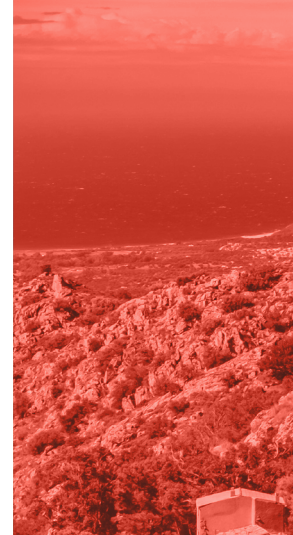
Points-clés

- Accroissement des vulnérabilités notamment liées aux ressources et au changement climatique
- Baisse de la population et exode des jeunes mettant sous tension le marché de l'emploi
- Un retrait technologique qui ne permet pas de faire face aux nouveaux défis
- Une économie de plus en plus centrée sur le tourisme
- Un développement déséquilibré sur le territoire qui entraîne la désertification des secteurs ruraux



SCÉNARIO 2

Croissance appauvrissante et adaptations subies



UN TERRITOIRE À DEUX VITESSES

En l'absence de politiques coordonnées entre les territoires, les dynamiques et stratégies disjointes en cours de développement se sont poursuivies, aggravant les déséquilibres territoriaux. Les zones rurales continuent de se dépeupler en raison d'un accès insuffisant aux

ressources essentielles (énergie, services publics, infrastructures routières), tandis que les zones urbaines concentrent les flux migratoires internes et climatiques, accentuant la pression sur les infrastructures et le foncier.

UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE SUBIE ET UNE ACTIVITÉ QUASI MONOTOURISTIQUE

La Corse connaît une forte hausse de population qui la porte à 420 000 habitants, sous l'effet d'un solde migratoire élevé (+4 000/an) et de gains d'espérance de vie. Mais cette croissance est déséquilibrée : arrivée de populations souvent peu qualifiées, concentrée dans les pôles urbains, ce qui alimente l'étalement périurbain, la saturation progressive des infrastructures et des transports et renforce la tension sur le logement/foncier (résidences secondaires, locations touristiques, habitat individuel).

Sur le plan social, la pauvreté, y compris des travailleurs, progresse, la consommation reste dominée par la grande distribution, et le tissu collectif s'affaiblit. En réponse, une fiscalité plus redistributive permet de maintenir le socle de financement des politiques sociales, mais la dépendance budgétaire aux orientations nationales demeure, et la recentralisation par des logiques de normes ou de contractualisations progresse, produisant un sentiment d'affaiblissement démocratique institutionnel partiellement compensé par des dynamiques associatives. La santé connaît une amélioration structurelle (création d'un CHU, maisons de santé, prévention), mais la forte croissance démographique maintient des tensions persistantes.

En parallèle, le modèle économique, peu diversifié et centré sur le tourisme, la construction et l'emploi public, repose davantage sur la consommation que sur la production, ce qui accentue la dépendance aux importations et aux chocs extérieurs. S'il soutient la demande via une économie résidentielle alimentée par des revenus externes, il génère peu de valeur ajoutée locale et rigidifie le tissu économique.

La Corse connaît toujours une croissance soutenue de la fréquentation touristique, portée par la hausse des mobilités internationales, la montée du tourisme de proximité et le regain d'intérêt pour les destinations insulaires. La mise en place de dispositifs incitatifs visant à encourager les opérateurs aériens et maritimes à diversifier leur offre renforce l'attractivité de la Corse comme destination touristique, notamment en s'appuyant sur l'intensification des liaisons avec un hub international de proximité (comme Rome ou Pise). Cependant, cette ouverture accrue, sans modification du réseau de transport interne, renforce la dépendance à la voiture individuelle pour les déplacements internes, contribuant à une congestion saisonnière persistante.

Sur le plan énergétique, malgré des efforts de transition, le territoire demeure fortement dépendant aux importations, tant pour les carburants fossiles que pour les composants technologiques nécessaires à la production d'énergie solaire ou éolienne. En matière agricole, certaines filières dynamiques, comme la clémentine ou le vin, bénéficient de labels qui renforcent leur valorisation, mais l'équilibre reste fragile : la dépendance au tourisme, les difficultés à l'export, les enjeux de transmission et la concurrence d'autres régions disposant d'un climat plus favorable constituent des défis persistants. Enfin côté numérique, la couverture fibre est quasi généralisée et le réseau est plus résilient, mais le territoire reste freiné par le coût, la souveraineté des données et le manque de compétences sur des technologies émergentes (IA), avec un bénéfice ambivalent (services facilités mais recul du lien social).



UNE POSITION GÉOSTRATÉGIQUE MALGRÉ DE RÉELLES PRESSIONS CLIMATIQUES

Une recomposition géopolitique progressive s'opère autour de la Chine qui s'impose comme première puissance globale. En revanche, en Europe, une fragmentation de l'Union n'apparaît pas envisageable, les interdépendances entre États membres restant trop fortes. Conscients de leurs limites à agir seuls, ils renforcent leur coopération, en particulier dans les domaines de la sécurité maritime et de la gestion des ressources stratégiques. En Méditerranée, la demande de sûreté maritime s'intensifie tandis que les rivalités géopolitiques persistent, nourries par les conflits, les inégalités entre pays, l'instrumentalisation des flux migratoires et les vulnérabilités climatiques.

La Corse occupe une position géostratégique qui la place au cœur des enjeux de sécurité maritime, notamment avec ses bases militaires. Cette évolution a entraîné

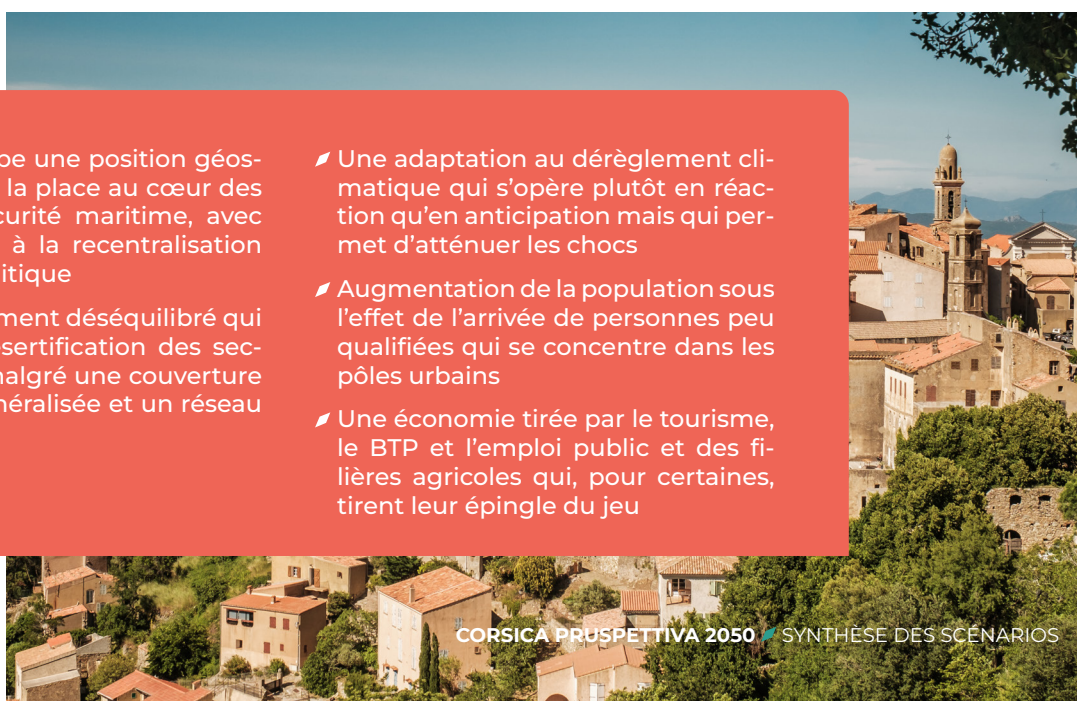
une tendance à la recentralisation du pouvoir politique, avec un arbitrage budgétaire en faveur des politiques de sécurité au détriment des dotations locales. La Corse est avant tout envisagée comme une base stratégique.

Le climat se dégrade également, mais ses impacts territoriaux essaient d'être contrés par des politiques d'adaptation. Néanmoins, ces dernières restent strictement réactives, contraintes et non planifiées, souvent imposées par la mise en conformité aux normes nationales/européennes (eau, assainissement, environnement). Ces ajustements ont un coût social et ne transforment pas le modèle : ils évitent le décrochage immédiat mais l'île reste très vulnérable aux chocs exogènes.

Ce scénario se distingue principalement par une croissance démographique et touristique qui soutient l'activité mais accroît les inégalités et les tensions d'usage ; l'adaptation existe, mais elle est subie suivant des logiques de conformité, et ne change pas le modèle – il n'est pas un scénario de repli, mais de fuite en avant non régulée accroissant la vulnérabilité.

Points-clés

- La Corse occupe une position géostratégique qui la place au cœur des enjeux de sécurité maritime, avec une tendance à la recentralisation du pouvoir politique
- Un développement déséquilibré qui entraîne la désertification des secteurs ruraux malgré une couverture fibre quasi généralisée et un réseau plus résilient
- Une adaptation au dérèglement climatique qui s'opère plutôt en réaction qu'en anticipation mais qui permet d'atténuer les chocs
- Augmentation de la population sous l'effet de l'arrivée de personnes peu qualifiées qui se concentre dans les pôles urbains
- Une économie tirée par le tourisme, le BTP et l'emploi public et des filières agricoles qui, pour certaines, tirent leur épingle du jeu



SCÉNARIO 3

Repositionnement stratégique global mais polarisé

UNE CROISSANCE FORTE DE LA POPULATION QUI REDESSINE LES ÉQUILIBRES TERRITORIAUX

La Corse connaît une hausse importante de la population, qui atteint environ 420 000 habitants liée à des gains élevés en espérance de vie, à l'arrivée de populations extérieures et à une augmentation de la natalité (1,6 enfant par femme). La redynamisation démographique par la natalité et la jeunesse est due à une combinaison de leviers tels que l'amélioration de l'offre de soins, des réseaux numériques et de transport, le développement du travail à distance dans les zones rurales et une politique active de reconstruction du lien social, visant à favoriser l'acculturation et l'émergence d'un projet commun de société.

Cependant, au regard de cette dynamique démographique, les territoires ne connaissent pas une évolution homogène.

La croissance démographique se concentre principalement dans les centres urbains et littoraux, où la natalité comme l'attractivité économique sont plus élevées, tandis que l'intérieur de l'île et les zones rurales continuent de se dépeupler et de vieillir, accentuant les disparités territoriales et le phénomène de métropolisation.

Parallèlement, la stratégie de protection des terres agricoles et des espaces naturels est renforcée, en raison des services qu'ils rendent que ce soient des fonctions écosystémiques, d'alimentation ou de contribution à l'activité touristique. La métropolisation, couplée à la sanctuarisation d'une réserve foncière, induit mécaniquement de nécessaires efforts de densification des espaces déjà urbanisés, pouvant augmenter les prix du foncier et de l'immobilier dans certaines zones.

L'ADAPTATION DU TERRITOIRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE SOUTIEN SON ATTRACTIVITÉ

La Corse poursuit une croissance économique et démographique, rendue plus soutenable par une action publique volontariste axée sur l'adaptation climatique et les transitions numériques et sociales.

Le changement climatique accroît les risques (chaleurs, sécheresses, incendies) et met sous pression les écosystèmes en particulier l'eau, dont la gestion devient un point critique face aux besoins du tourisme, de l'urbanisation et de l'agriculture. L'économie cherche à réduire ses vulnérabilités (énergie importée, stockage, filières agricoles exposées) et se réoriente vers une spécialisation à effet d'entraînement (numérique, industries culturelles et créatives, énergies renouvelables), soutenue par la formation et l'innovation.

LES TENSIONS GÉOPOLITIQUES FONT DE LA CORSE UN ESPACE STRATÉGIQUE

En Méditerranée, la demande de sûreté maritime s'est intensifiée tandis que les rivalités géopolitiques persistent, nourries par les conflits au Moyen-Orient, l'aggravation des inégalités Nord-Sud et l'instrumentalisation des flux migratoires. Dans ce climat instable, les tensions diplomatiques se multiplient et la militarisation des îles méditerranéennes s'accroît. La Corse occupe une position géostratégique qui la place au cœur des enjeux de sécurité maritime. Ses infrastructures, les bases de Solenzara et de Calvi, les sémaphores et les ports, sont mobilisés pour répondre à ces besoins

accrus. Plutôt que de subir ce positionnement, la Corse en a tiré un avantage stratégique vis-à-vis de l'État et des institutions européennes. Les contraintes sécuritaires sont devenues des opportunités économiques : modernisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires, renforcement des capacités de cybersécurité et réorientation des fonds de défense vers des projets à double usage civil et militaire. En développant une stratégie pour attirer les fonds européens, la Corse a su renforcer son rôle au sein de l'Union Européenne et préserver sa capacité à décider localement.



DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES VOLONTARISTES POUR FAIRE DÉCOLLER DE NOUVELLES FILIÈRES STRATÉGIQUES

Face aux limites du modèle économique tourné vers le tourisme et l'économie résidentielle, la Corse décide d'une spécialisation ciblée autour d'un secteur stratégique à fort effet d'entraînement, comme la filière numérique et les industries culturelles et créatives. Ce choix repose sur les ressources spécifiques du territoire et sur des politiques publiques volontaristes en matière de formation, de soutien à l'investissement et de structuration des filières. Cette trajectoire s'appuie sur une démarche ascendante qui valorise les initiatives locales, les savoir-faire endogènes et les dynamiques de coopération entre acteurs publics, privés et associatifs. Les politiques locales favorisent l'activité économique et la prise d'initiatives à travers des dispositifs incitatifs, des infrastructures adaptées et un environnement institutionnel propice à l'expérimentation.

Le tourisme a dû se réorienter. En effet, en raison du recul de la fréquentation et de la baisse des dépenses unitaires du tourisme, le développement d'une stratégie vers une clientèle à plus fort pouvoir d'achat s'est opéré, ce qui a nécessité des investissements pour atteindre un niveau de qualité attendu par ces segments de niche avec des impacts pour certains professionnels qui n'ont pas su s'adapter.

Enfin, le tournant technologique (réseaux, verdissement du mix électrique, IA, mobilités durables) progresse, malgré des freins en termes de coûts et de dépendances énergétiques. S'il n'est anticipé, ce tournant technologique pourrait contribuer à dégrader l'organisation et la vie du travail.

Ce scénario se distingue principalement par une forte croissance démographique, un phénomène de métropolisation compensé par des politiques d'adaptation et de protection de la terre, et par un repositionnement à la fois économique et touristique, dans un contexte de décentralisation politique.

Points-clés

- Des politiques volontaristes d'adaptation au changement climatique, qui sont également sources de nouvelles opportunités économiques et d'une dépendance décroissante aux énergies fossiles, notamment importées
- Des tensions géopolitiques renforçant les enjeux de sécurité en Méditerranée
- Une attractivité résidentielle forte, couplée à une politique assumée de préservation des espaces agricoles et naturels, qui rebat les cartes des équilibres territoriaux, et renforce la métropolisation
- Une économie qui se repositionne sur des filières stratégiques autour du numérique et qui a fait muter son offre touristique vers du haut de gamme



SCÉNARIO 4

Compétences et innovations au service d'un développement territorial durable

UN DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE MAÎTRISÉ PERMETTANT DE RECONSTRUIRE UNE IDENTITÉ TERRITORIALE RENOUVELÉE ET DES COMPORTEMENTS DURABLES

Le développement territorial s'organise ici autour d'un changement de moteur : la création de valeur repose d'abord sur la qualification, la recherche, l'innovation et le capital humain, plutôt que sur l'augmentation des flux touristiques ou démographiques.

La population se stabilise autour de 370 000 habitants, principalement du fait d'une attractivité volontairement sélective, favorisant le retour de la diaspora et l'installation de profils qualifiés, tout en limitant la fuite des talents. Cette trajectoire privilégie la soutenabilité à long terme et rompt avec des logiques d'expansion quantitative qui finissent par fragiliser les équilibres sociaux, fonciers et environnementaux. Cette faible croissance prolonge néanmoins le vieillissement de la population, entraînant une augmentation du nombre de personnes

âgées dépendantes. Les besoins en services, en santé et en logement adapté augmentent. Les contraintes climatiques et la dépendance aux importations ont permis de modifier les comportements de consommation. La Corse évolue vers un mode de vie plus frugal, marqué par une consommation plus locale. Les circuits courts se développent, avec l'appui de politiques volontaristes rendant les produits accessibles à tous. La population adopte progressivement des comportements plus sobres, encourageant une réappropriation productive du territoire.

Sur le plan social et culturel, l'identité est pensée comme un facteur de cohésion et d'ouverture, appuyée par des politiques linguistiques et culturelles ambitieuses, favorisant la transmission, la création et l'inclusion.

UNE PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE ET TERRITORIALE COMME GARANTE D'UN CADRE DE VIE RENOUVELÉE

Face au changement climatique, l'adaptation ne repose pas principalement sur des solutions d'urgence ou des infrastructures imposées, mais sur la montée en compétences, la planification et l'innovation. En s'inscrivant pleinement dans les politiques européennes de transition écologique et en développant des coopérations méditerranéennes, la Corse valorise son capital environnemental comme un avantage stratégique et un levier d'influence à l'échelle méditerranéenne. Elle consolide sa marque identitaire autour de la durabilité et de la préservation du patrimoine naturel et culturel et tisse des coopérations renforcées avec la Toscane, la Sardaigne et d'autres territoires frontaliers soutenues par des programmes européens. Les modes de vie évoluent vers davantage de sobriété.

L'aménagement du territoire constitue un levier central de cette trajectoire. La Collectivité de Corse renouvelle sa vision stratégique à travers un PADDUC révisé, devenu l'instrument central de la planification territoriale, définissant pour chaque territoire des projets cohérents, interconnectés et intégrés. À l'échelle intercommunale, cette dynamique se traduit par l'émergence de projets structurants dans les domaines des mobilités, de l'habitat et des équipements publics, tout en conciliant densification maîtrisée, respect de la loi ZAN et protection des sols agricoles et naturels. Ce renforcement de la planification permet de coordonner habitat, mobilités et services, tout en facilitant

la revitalisation de villages. Elle s'appuie sur la rénovation et la valorisation des cœurs bâtis, la réhabilitation des logements et la mise en place de services essentiels, fixes ou mobiles (santé, formation, commerces, culture). Cette orientation favorise le maintien des populations, renforce l'attractivité locale et soutient une logique de décentralisation, afin de réduire la dépendance aux pôles urbains et de renforcer l'autonomie des territoires ruraux. La régulation du foncier et de l'immobilier – encadrement des résidences secondaires, maîtrise des locations de courte durée – vise à garantir l'accès au logement pour les résidents permanents et à financer des équipements collectifs. Cette approche tranche avec des dynamiques où la pression foncière et l'étalement urbain étaient perçus comme des fatalités. Ainsi, concomitamment, une politique de captation partielle et de réinvestissement de la rente foncière est mise en place, afin de financer des équipements publics, de soutenir des projets collectifs et de redistribuer une partie de la valeur créée. Cela permet de renforcer la qualité des services essentiels, au premier rang desquels la santé, particulièrement dans un contexte de vieillissement de la population. La Corse modernise son organisation sanitaire en accélérant le passage du curatif vers le prédictif et le préventif. L'intelligence artificielle est intégrée dans l'analyse des risques, la prévention et l'aide à la décision médicale. Une meilleure coordination des acteurs permet de réduire les inégalités d'accès aux soins.



UNE ÉCONOMIE QUI SE DIVERSIFIE ET QUI INNOVE GRÂCE AUX SYNERGIES PUBLIC-PRIVÉ STIMULÉES POUR DÉVELOPPER DE NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le territoire s'est engagé vers une économie de la connaissance. Répondre uniquement aux besoins immédiats des secteurs traditionnels, comme le tourisme ou l'agriculture, expose à une vulnérabilité accrue, notamment si le tourisme connaît un déclin structurel sous l'effet du climat et des nouvelles normes environnementales. Miser sur les compétences de demain permet d'attirer des étudiants, des chercheurs, et des profils qualifiés. La formation devient alors un moteur central de la transition vers un modèle économique durable et compétitif.

Ces éléments permettent de créer des conditions favorables ouvrant la prise d'opportunités aux chefs d'entreprises. L'économie se diversifie autour de plusieurs filières

complémentaires (agriculture, numérique, culture, santé, économie bleue, transition énergétique), articulées par des politiques de formation et de recherche anticipant les besoins futurs. Le tourisme est intégré à cet ensemble dans une logique de compatibilité environnementale et de montée en qualité.

La baisse de la main-d'œuvre disponible oblige les entreprises à optimiser les ressources, à renforcer la polyvalence, à utiliser les nouvelles technologies et à avoir recours à l'automatisation rendant possible un tournant technologique. L'évolution s'oriente vers les nouvelles technologies (IA notamment), portée par un réseau de connectivité robuste et des compétences locales.

Ce scénario se distingue principalement par un modèle de développement plus qualitatif basé sur l'investissement dans le capital humain et la recherche, la diversification économique, un aménagement du territoire équilibré et une autonomie renforcée.

Cette trajectoire offre un modèle de développement équilibré et durable, dont la principale fragilité réside dans le risque de polarisation sociale par le haut si la montée en gamme du capital humain n'est pas accompagnée de mécanismes redistributifs et d'inclusion des travailleurs moins qualifiés.

Points-clés

- Une identité territoriale et culturelle renouvelée permise par la valorisation du capital humain du territoire
- La planification territoriale et écologique qui retrouve ses lettres de noblesse pour permettre à la puissance publique de capter la valeur et de renforcer les services publics
- Une économie qui se diversifie et qui innove permettant de sortir d'une dépendance à quelques filières et de construire un modèle plus robuste







A seguita...

L'exercice de prospective qui a été engagé, ne prétend pas dire ce qui arrivera à l'horizon 2050, mais vise à rendre lisibles certains futurs possibles de la Corse.

Ce travail doit permettre de mieux comprendre les tendances en cours, les interdépendances, les incertitudes et les leviers d'action associés.

Dans cette perspective, Corsica Pruspettiva 2050, à travers une méthodologie éprouvée, a permis d'évaluer les enjeux essentiels pour le futur, de hiérarchiser et de quantifier certaines tendances, d'identifier les ruptures possibles, de recueillir les visions de la société civile et de la jeunesse, de présenter ces trajectoires aux Corses lors de conférences publiques, et, enfin, de construire quatre scénarios décrivant des trajectoires plausibles.

Ces éléments ont été présentés à l'Assemblée de Corse le 29 janvier 2026, dans un rapport final.

Les quatre scénarios présentés dans cette synthèse constituent un cadre d'aide à la décision. Ils décrivent des trajectoires contrastées à l'horizon 2050, explicitent les relations entre facteurs explicatifs et résultats observables et identifient des points de bascule susceptibles de modifier rapidement le champ des possibles.

Leur lecture montre que les évolutions envisagées résultent moins d'un déterminant unique que d'une configuration de

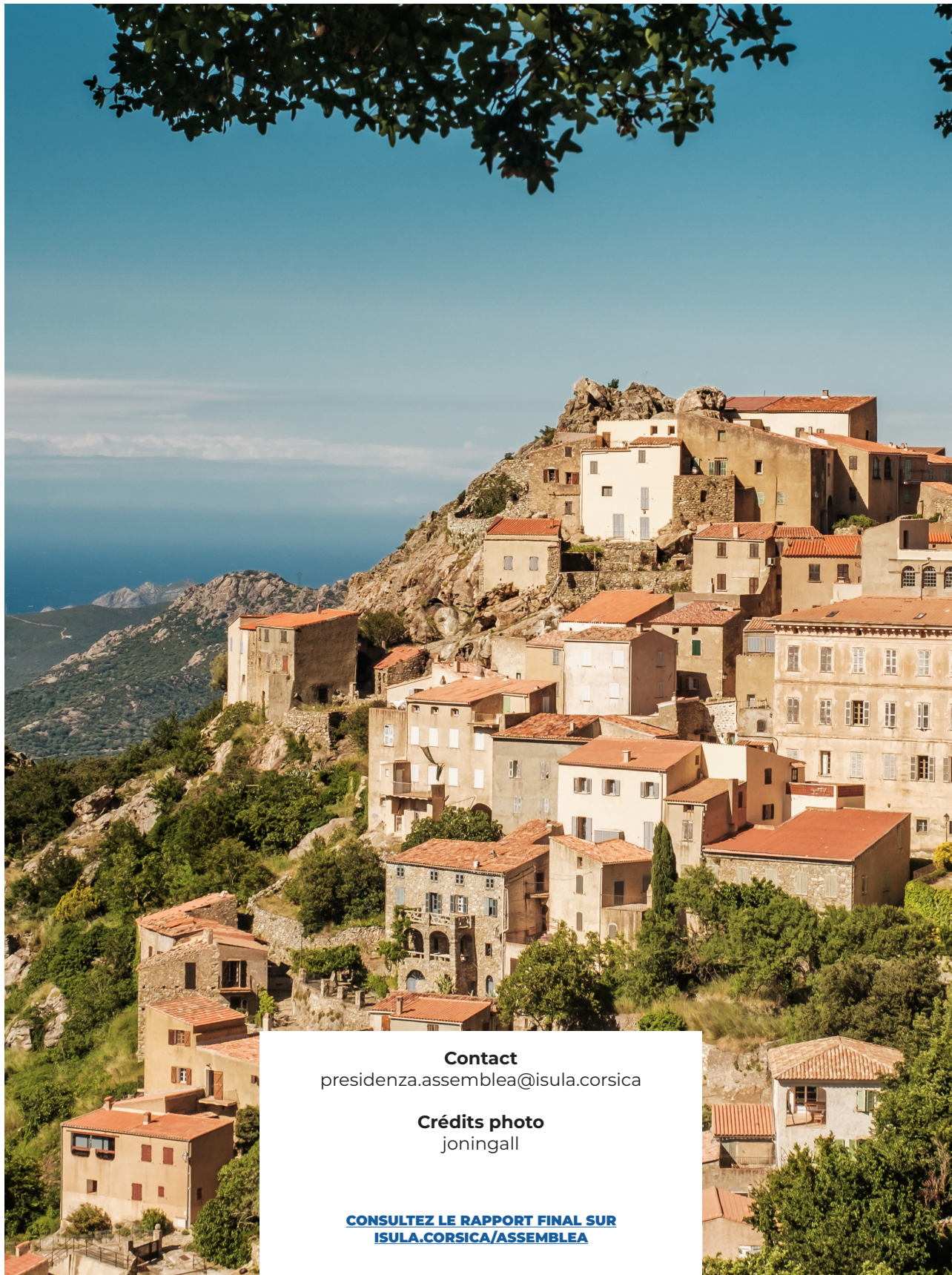
paramètres, en particulier les modalités de gouvernance, les niveaux et orientations d'investissement, ainsi que les conditions d'acceptabilité et de mise en œuvre.

Ce travail prospectif est une première étape. Il devra être prolongé par la déclinaison des scénarios en chemins de transition. Il est en effet possible d'identifier un ensemble de thématiques de travail, de mesures, à la fois urgentes et relativement peu coûteuses qui semblent pouvoir être mises en œuvre quel que soit le scénario pour mieux anticiper voire influencer sur le devenir du territoire corse.

Plusieurs chemins de transition pourront donc être bâtis. Ils auront pour but d'explicitier, de manière réaliste, les moyens à mobiliser, ainsi que les opportunités et les contraintes susceptibles d'en conditionner la faisabilité et les effets attendus.

En définitive, ce travail mené depuis près de 3 ans, propose un cadre analytique d'aide à la décision. Il explicite les trajectoires à éviter comme celles à privilégier et identifie les leviers d'intervention à mobiliser dès à présent pour orienter les dynamiques à l'horizon 2050.

C'est une brique essentielle pouvant être mobilisée par les décideurs politiques pour construire les politiques publiques de demain et contribuer à la résilience du territoire.



Contact

presidenza.assemblea@isula.corsica

Crédits photo

joningall

**[CONSULTEZ LE RAPPORT FINAL SUR
ISULA.CORSICA/ASSEMBLEA](#)**